

LA LUTTE OUVRIÈRE

LES MOUVEMENTS REVENDICATIFS ACTUELS ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES

Une multitude de mouvements revendicatifs se déroule à l'heure actuelle. La lecture de *l'Humanité* est d'ailleurs fort instructive à cet égard. Il convient cependant d'observer une certaine réserve devant l'optimisme béat des rédacteurs de ce journal devant les mouvements « qui se développent », les « succès » dus à la lutte syndicale. Tout est mélangé; les petits pourcentages accordés par les patrons au titre d'accords contractés les années précédentes et les succès réels obtenus à la suite de grèves.

La conclusion devrait en être qu'il n'y a qu'à organiser une délégation, voire un débrayage d'un quart d'heure, pour amener le patron à lâcher du lest. La réalité est bien différente, encore que le mécontentement, face à la hausse du coût de la vie soit, lui, très réel.

**

L'organe de l'U.D. C.G.T. de la Seine *Le Travailleur Parisien* fait mention dans le numéro 319 du 30 octobre 1959 sous le titre « Les succès sont possibles », de résultats obtenus au cours du mois dans la région parisienne.

Onze entreprises de l'Alimentation, dix du Bâtiment, quatre du Bois, cinq des Industries chimiques, six des Cuirs et Peaux, sept de l'Habillement et 55 des Métaux ont obtenu « quelque chose » au cours du mois (primes, acomptes, augmentations de 4 fr. à... 65 fr. de l'heure, etc...)

La première remarque qui s'impose, c'est tout d'abord l'absence quasi totale de succès obtenus dans les grandes entreprises, dans le secteur public et semi-public, ou chez les fonctionnaires.

La deuxième, c'est qu'il est absolument impossible, devant cette accumulation de chiffres, de savoir ce que ces augmentations représentent par rapport aux salaires conventionnels, et aux salaires pratiqués dans les entreprises en flèche. On ne peut pas savoir, en général, combien chaque catégorie (manœuvre, P1 ou P3) touche. Et pourtant, confusément, spontanément, les ouvriers participent très bien aux mouvements déclenchés à l'entreprise.

Un examen plus approfondi laisse supposer que ce sont de petites ou moyennes entreprises pratiquant de *bas salaires* qui connaissent ces difficultés. La bataille peut aller loin, se durcir même, tant les conditions de vie deviennent pénibles. C'est le cas, par exemple, de la grève d'*Air-Equipement* à Blois, illimitée avec cortège dans les rues, ou encore le cas de la fonderie *Wintenberg* à Sablé (Sarthe) où 150 fondeurs sont en grève depuis le 8 octobre. Dans cette dernière entreprise, les P1 se font 15.000 à 16.000 francs à la quinzaine (90 heures), les femmes 13.000. On conçoit fort bien dans ces conditions que les travailleurs poussés à bout n'ont pas d'autre alternative qu'une lutte sévère.

**

S'il convient de noter la bataille menée par le prolétariat le plus mal payé dans les entreprises les plus arriérées, il faut aussi signaler qu'un des goulots de l'économie française, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, offre des possibilités de lutte que n'ont pas manqué de saisir les professionnels. C'est le cas de *Manu-France* (à Saint-Etienne) où 120 professionnels sur un effectif de 2.000 ouvriers obtiennent, après débrayage, de 17 à 45 francs de l'heure (230 fr. au P1, 250 au P2, 291 au P3 comme taux d'affûtage), *Feraver* (Paris-11^e) où 200 serruriers après 10 jours de grève obtiennent de 8 à 28 fr. de l'heure, *Duret-Grandpierre* (Paris-11^e) où les professionnels se mettent en grève, entraînent 80 % du person-

nel (fin octobre la grève continuait) pour 30 fr. de l'heure. C'est en partie encore le cas chez les travailleurs de la *Thomson* engagés depuis plusieurs semaines dans des mouvements limités, rassemblements, défilé dans Bagneux pour 40 fr. de l'heure.

Un autre point mérite attention parce qu'il nous éclaire sur les capacités de résistance ouvrière au gaullisme, c'est la réponse à l'offensive patronale. Ainsi, à Dammarie (Seine-et-Marne), 1.400 ouvriers de *Ideal-Standard*, cessaient le travail les 15 et 16 octobre, pour le retrait du licenciement d'une ouvrière qu'ils estimaient abusif, et chez *Michelin* (Clermont-Ferrand) où plusieurs centaines d'ouvriers débrayèrent plusieurs jours pour le même motif (licenciement abusif d'un ouvrier).

On peut y ajouter encore d'autres débrayages contre les sanctions (*Saviem, Chausson*) de diverses natures.

**

Si nous notions plus haut, que les grandes entreprises n'avaient pas obtenu de succès revendicatifs, il faut remarquer qu'elles ne sont pas pour autant à l'abri de l'agitation.

Renault, Peugeot, Chausson ont connu au cours de ce mois d'octobre divers débrayages qui paraissent avoir comme commune mesure soit la lutte contre les cadences de travail trop élevées (Chaîne finition carrosserie *Peugeot*), soit la lutte pour l'allongement des temps trop courts, y compris dans des ateliers de professionnels (*Renault-artillerie*), etc...

A l'encontre de l'année dernière, la situation de l'économie française encore active ne constitue pas un frein à la lutte. C'est même dans les secteurs où la situation est souvent la plus difficile (Chantiers navals) que la lutte connaît les développements les plus larges (grève générale à Nantes).

**

Cependant, de toute cette agitation, que va-t-il déboucher? Combien y a-t-il de mouvements sans lendemain? D'échecs? Où la situation redevient plus mauvaise qu'avant? L'habitude de bluffer les ouvriers, de la part des centrales syndicales, est toujours de rigueur. Jamais la situation n'est présentée de façon objective et F. O. « remporte » de « grandes » victoires (caisse de retraite complémentaire du Bâtiment)... après des mois de discussion... comme la C.G.T. d'ailleurs avec la retraite complémentaire des mineurs.

C'est à qui revendiquera la paternité d'avoir obtenu ce que les patrons et le gouvernement veulent bien accorder dans le style « *c'est à prendre ou à laisser* ».

La classe ouvrière est encore suffisamment douée de bon sens et capable de faire la part des choses, heureusement...

Tout le secteur étatique et semi-étatique est complètement dans l'impasse. Voici venu novembre, le mois des promesses pour la S.N.C.F., l'E.D.F. et C.D.F. Que vont faire les centrales syndicales?

Le conflit de la S.N.C.F. du mois de juin pèse encore.

Les divers rassemblements de fonctionnaires devant le ministère des Finances ou d'ouvriers et employés de l'E.D.F., sans lendemain, sans perspectives d'action, marquent les limites présentes de l'initiative des centrales syndicales.

La bataille revendicative est davantage une bataille de communiqués et conférences de presse de la part de F.O. et C.F.T.C. et la même

chose de la part de la C.G.T. avec le petit coup de clairon supplémentaire pour la bataille de l'Unité.

**

On peut même ajouter que c'est même ce petit coup de clairon qui constitue l'essentiel de l'activité de la C.G.T. Ici « on » s'aligne inconditionnellement sur les positions des plus modérées (à l'E.D.F. on « attend » que les cadres avec un grand C se décident à vouloir faire « quelque chose ») sans pour cela donner plus de consistance à l'unité; là « on » accuse F. O. et C. F. T. C. d'être les responsables de l'échec de la bataille revendicative en refusant l'unité. D'appels parallèles à appels en commun... (mais au fait, *appel à quoi? et à qui?*), de comptes rendus aux travailleurs des lettres envoyées et démarches effectuées près des « camarades » des autres syndiats, on finit par y perdre son latin.

L'exemple de la Régie Renault illustre on ne peut mieux cette conduite incohérente, incomprise des ouvriers ou, pour mieux dire, ignorée délibérément.

Après des mois de discussion, une plate-forme revendicative se dessine (25 fr. de l'heure, semaine de 46 heures, lutte contre les cadences excessives). La C.G.T. la publie en commun avec F. O. et C.F.T.C. L'U.O.A. (ex-F.O.) est mise à l'écart à la demande de F.O. La C.G.T. se réunit avec l'U.O.A. et adopte la même plate-forme. Tout ceci entrecoupé de tracts « d'information » aux travailleurs, pour aboutir à quoi?... A la sortie de nouveaux tracts d'information sur F.O. qui, C.F.T.C. que, U.O.A., etc..., alors que sous le manteau on n'hésite pas à les considérer comme de purs salopards.

C'est en partie, le plus clair de l'activité syndicale des « grands » syndicats, dont les tâches et les responsabilités devraient se situer au niveau le plus élevé.

La crise de confiance de la part des ouvriers n'a pas d'autre origine que le caractère timoré, hésitant, *sans perspectives, de leurs dirigeants*.

H. DUPARC.

AU SOMMAIRE DU N° 7

« QUATRIÈME INTERNATIONALE »

Pour le 80^e anniversaire de la naissance de L. Trotsky.

— Son testament (inédit en français).

Textes de Lénine, Rosa Luxembourg, Lounatcharsky, Radek, Reissner, J. Sadoul, M. Foot, Deutscher.

Articles de A. Rosmer, P. Richards, J. Van Heijenoort, P. Frank.

Editorial:

Causes et Perspectives de la nouvelle « détente ».

Notes et études sur Cuba, l'Algérie, l'Angleterre, la Chine, l'Inde, l'Amérique latine...

Vingt ans de IV^e Internationale, par M. Pablo.

Les « autocritiques » des philosophes communistes. L. Maitan: Nature et fonction du PC italien.

Documents et nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.

Le N° de 104 pages: 250 frs. — Commandes à: P. FRANK, CCP 12648-46 Paris, 64, R. de Richelieu